

Togo : questions générales



TOGO

QUESTIONS GÉNÉRALES

Novembre 2015

Ce document de la série des Questions générales relatif au Togo a été préparé par une équipe des services du Fonds monétaire international à titre de document de référence aux fins des consultations périodiques avec le pays membre. Il repose sur les informations disponibles au moment de sa préparation, achevée le 7 octobre 2015.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Internet : <http://www.imf.org>
Prix : 18,00 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington, D.C.



TOGO

QUESTIONS GÉNÉRALES

7 octobre 2015

Préparé par

le Département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

TABLE DES MATIÈRES

ÉVALUER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS SANS SÉRIES TRIMESTRIELLES DU PIB: LE CAS DU TOGO _____ **3**

A. Contexte général _____	3
B. Cadre analytique _____	3
C. Résultats : le cas du Togo _____	4
D. Robustesse de la méthodologie : le cas du Rwanda _____	6
E. Évolution récente au Togo _____	6
F. Conséquences pour l'action des pouvoirs publics _____	7

GRAPHIQUES

1. PIB et IAE _____	4
2. Croissance du PIB et indicateurs de l'activité économique _____	6
3. Evolution récente d'une sélection d'indicateurs économiques _____	7

TABLEAU

1. Variables entrant dans la composition de l'indice d'activité économique par secteur _____	5
----------------------------------------------------------------------------------------------	----------

APPENDICE

Calcul de l'indice _____	8
--------------------------	----------

QUELS FACTEURS EXPLIQUENT LA DYNAMIQUE DE L'INFLATION AU TOGO? IMPORTANCE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES _____ **11**

A. Contexte général _____	11
B. Cadre analytique _____	14
C. Données économétriques relatives au Togo _____	14
D. Conséquences pour l'action des pouvoirs publics _____	16

GRAPHIQUES

1. Croissance du PIB et inflation dans les pays de l'UEMOA _____	11
2. Politique monétaire dans l'UEMOA _____	12
3. Indice des prix à la consommation _____	12
4. Inflation totale et sous-composantes _____	13
5. Transmission des chocs de l'inflation alimentaire à l'inflation sous-jacente _____	16

TABLEAUX

1. Moyenne et volatilité de l'inflation totale et de ses sous-composantes _____ [14](#)
 2. Estimations de persistance pour l'inflation totale et ses sous-composantes au Togo _____ [15](#)

References _____ [17](#)

POLITIQUES DE CROISSANCE DURABLE _____ [18](#)

- A. Faits stylisés sur la transformation structurelle du Togo _____ [18](#)
 B. Structure de la production et des exportations - tendances récentes _____ [20](#)
 C. Gains de la transformation structurelle _____ [21](#)
 D. Déterminants de la transformation structurelle : pertinence pour le Togo _____ [21](#)
 E. Conclusions _____ [28](#)

ENCADRÉ

1. Faits stylisés : politiques favorisant la transformation structurelle _____ [22](#)

GRAPHIQUES

1. Croissance, 1980–2014 _____ [29](#)
 2. Diversification de la production _____ [30](#)
 3. Produits d'exportation et diversification des partenaires _____ [31](#)
 4. Gains tirés de la transformation structurelle et de la diversification _____ [32](#)
 5. Accroissement de l'investissement, croissance, dette et efficience de l'investissement _____ [33](#)

References _____ [34](#)

ÉVALUER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS SANS SÉRIES TRIMESTRIELLES DU PIB: LE CAS DU TOGO¹

A. Contexte général

Il peut être difficile d'évaluer l'évolution macroéconomique en l'absence de séries trimestrielles du PIB. Le Togo ne compile que des séries annuelles du PIB, qui sont publiées après un long délai. La dernière série disponible publiée en 2015 correspond à 2010. Le Ministère des finances fournit des estimations du PIB pour la période intérimaire 2011-14.

Un indice à haute fréquence de l'activité économique globale peut informer les décisions de politique macroéconomique pendant l'année fiscale et améliorer le processus budgétaire. Par exemple, l'identification d'un repli économique peut attirer l'attention des responsables de la politique économique sur la réduction des recettes budgétaires et éviter les problèmes de trésorerie. Le présent document remédie à la situation en élaborant un indice d'activité économique à haute fréquence qui est fortement corrélé au PIB annuel. Cet indice utilise un riche ensemble d'indicateurs de l'activité économique disponibles sur une base mensuelle avec des délais relativement courts.

B. Cadre analytique

Au Togo, il y a environ 40 indicateurs macroéconomiques qui sont recueillis sur une base mensuelle et qui recouvrent un grand nombre de secteurs de l'économie (électricité, consommation, ventes de combustibles, activité au Port de Lomé, trafic aéroportuaire; commerce international et finances publiques).² Le présent document présente une méthodologie pour choisir l'ensemble d'indicateurs qui décrivent le mieux le comportement du PIB au Togo.

La sélection de variables à inclure dans l'indice d'activité économique est faite en trouvant la combinaison qui réduit le plus possible les erreurs par rapport à la croissance du PIB effectif et maximise la corrélation avec la croissance du PIB. Les indicateurs sont agrégés dans un indice à l'aide d'une méthodologie utilisée par le Conference Board des États-Unis.³

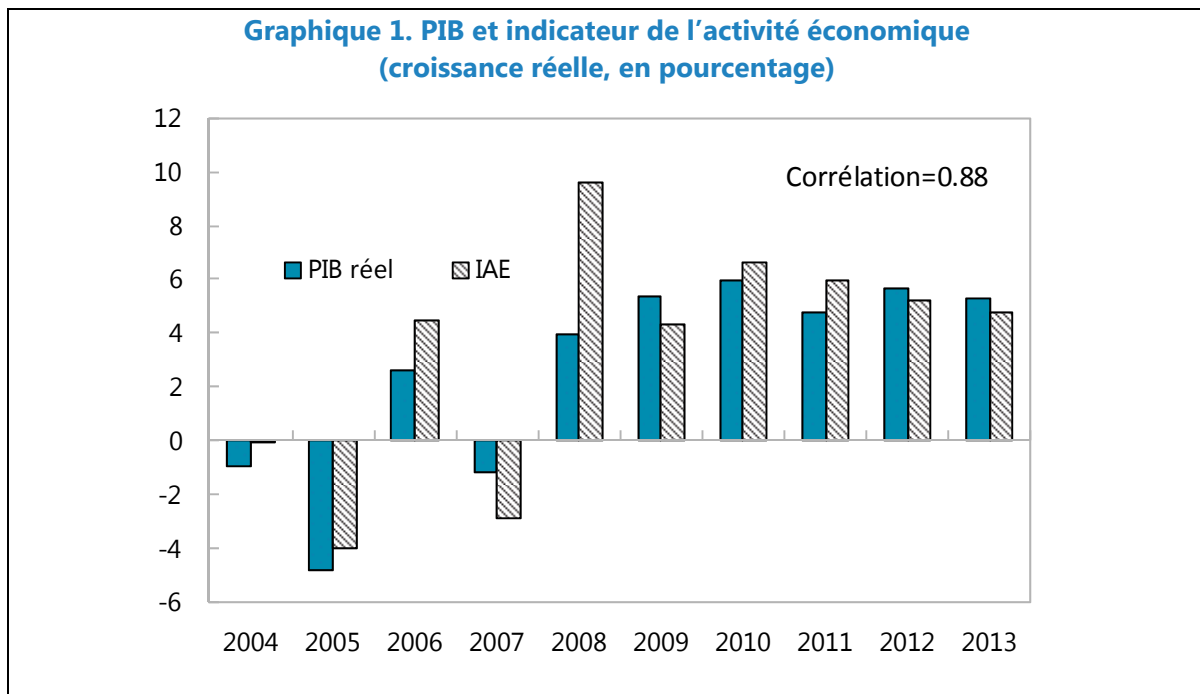
¹ Préparé par Francisco Arizala, à partir de Arizala et Traore (2014).

² Tableau de Bord de l'économie togolaise.

³ Voir l'explication détaillée à l'appendice.

C. Résultats: le cas du Togo

Un indice d'activité économique (IAE) qui reproduit bien les taux de croissance historique du PIB réel au Togo est mis au point. L'indice sélectionné réduit au minimum les écarts (erreur quadratique moyenne, EQM) entre les taux de croissance de l'indicateur et la croissance du PIB réel effectif sur la période 2002–13.



Les variables qui entrent dans la composition de l'indice d'activité économique final représentent les secteurs primaire, secondaire, et tertiaire (tableau 1).⁴ Compte tenu de l'importance de l'agriculture dans le secteur primaire, l'indicateur inclut des variables de substitution influant sur son évolution, comme les exportations et la pluviométrie dans les grandes régions agricoles.⁵ Le secteur secondaire est représenté par la consommation d'électricité moyenne tension, les importations (biens d'équipement et biens intermédiaires) et l'indice de production industrielle.

⁴ On trouve une approche semblable dans Anguyo (2001).

⁵ Les exportations du Togo incluent les cultures de rente (coton, café et cacao). La région de Tabligo produit essentiellement du maïs, des haricots et du manioc, et Dapaong principalement du millet (céréale) et du coton. Ces régions sont apparues comme les meilleures à inclure dans l'indicateur à l'aide d'une approche statistique. Il est également possible de sélectionner des régions selon leur contribution à la production agricole totale.

Les variables déterminant l'activité dans le secteur tertiaire sont la consommation d'électricité basse tension, la perception de l'impôt et les arrivées de passagers à l'aéroport.^{6 7}

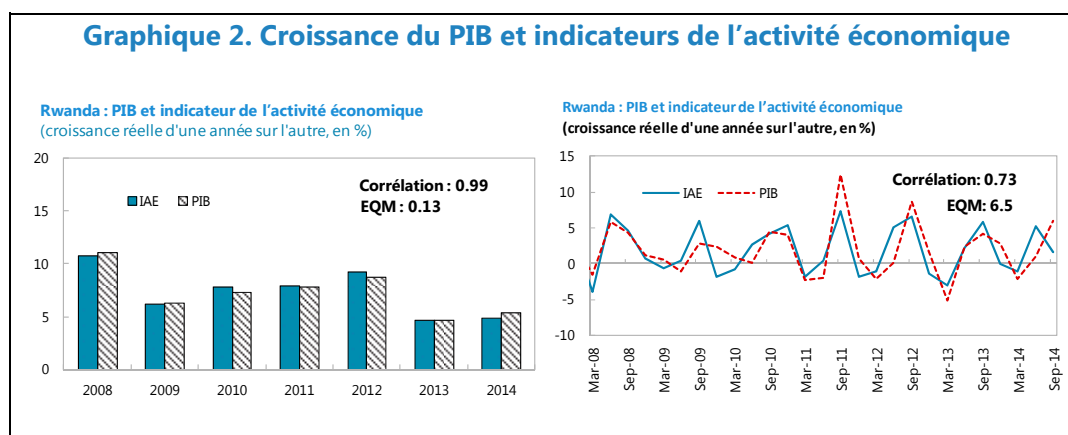
Secteur d'activité économique	Indicateur	Pondération
Secteur primaire (35%)	Exportations	0.55
	Pluviométrie dans la région de Dapaong	0.22
	Pluviométrie dans la région de Tabligo	0.23
Secteur secondaire (25%)	Consommation d'électricité moyenne tension	0.53
	Importations	0.26
	Indice de production industrielle	0.21
Secteur tertiaire (40%)	Consommation d'électricité basse tension	0.60
	Prélèvement de l'impôt	0.24
	Total des passagers arrivés aux aéroports	0.15

⁶ Chaque secteur (I, II et III) est représenté dans l'indice d'activité économique, par sa pondération respective dans le PIB publié dans les comptes nationaux. Les variables au sein de chaque secteur sont déterminées par les pondérations décrites à l'appendice.

⁷ Les arrivées de passagers à l'aéroport peuvent être considérées comme une variable de substitution pour les activités commerciales et autres activités liées aux services, comme les hôtels et les restaurants. La perception de l'impôt ne tient pas compte des activités informelles qui sont susceptibles d'être importantes dans le secteur tertiaire. Toutes les variables ont été sélectionnées sur la base de leur forte corrélation historique avec le PIB.

D. Robustesse de la méthodologie: le cas du Rwanda

Les séries trimestrielles du PIB n'étant pas disponibles au Togo, la présente section témoigne de la robustesse de la méthodologie pour le Rwanda qui, lui, dispose de séries trimestrielles du PIB. L'indice d'activité économique (IAE), qui inclut un ensemble différent d'indicateurs pour le Rwanda, présente un faible EQM et une forte corrélation avec le PIB annuel et trimestriel (graphique 2).⁸ La méthodologie proposée paraît donc convenir pour évaluer l'activité économique à haute fréquence dans les pays où des séries trimestrielles du PIB ne sont pas disponibles.

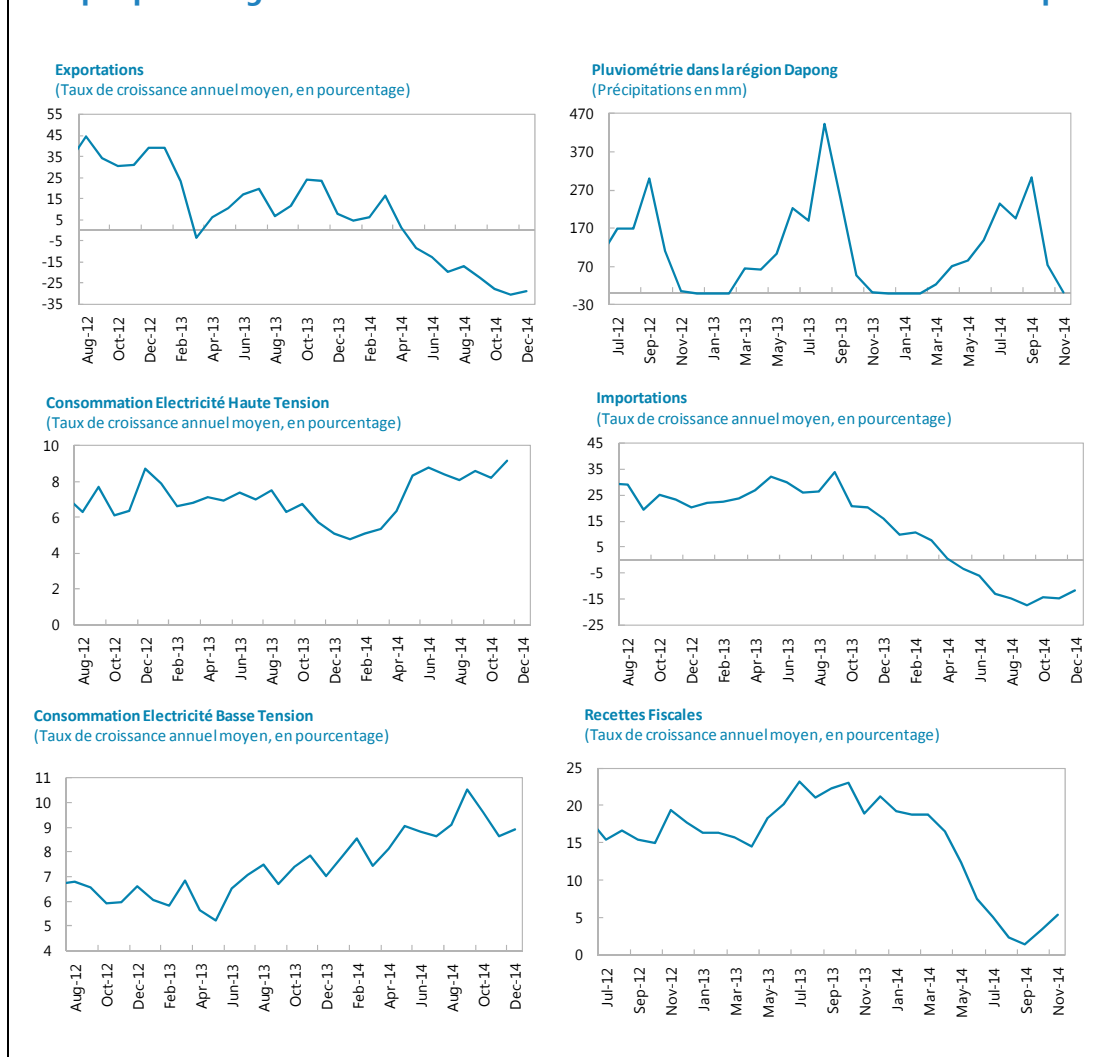


E. Évolution récente au Togo

Sur la base des variables entrant dans la composition de l'indice d'activité économique présenté à la section C, le graphique 3 présente l'évolution récente de l'économie togolaise.⁹ Les évolutions de certaines des variables entrant dans la composition de l'indice d'activité économique, comme les exportations, les importations, et la perception de l'impôt sont le signe d'un ralentissement très récent. Par ailleurs, la pluviométrie dans la région de Dapaong a suivi la même progression que ces dernières années, et la consommation d'électricité moyenne tension et basse tension a continué de progresser régulièrement.

⁸ Les variables entrant dans la composition de l'indice d'activité économique pour le Rwanda sont les importations de consommation, les exportations de café, la production d'électricité, le chiffre d'affaires des brasseries et les recettes de TVA.

⁹ Les variables entrant dans la composition de l'indice d'activité économique pour le Togo sont les exportations, la pluviométrie dans la région de Dapaong et de Tabligo, la consommation d'électricité industrielle, les importations, l'indice de production industrielle, la consommation d'électricité de basse tension, le prélèvement de l'impôt et les arrivées de passagers à l'aéroport.

Graphique 3. Togo: évolution récente d'une sélection d'indicateurs économiques

F. Implications politiques économiques

Le présent document établit un indice d'activité économique à haute fréquence qui est fortement corrélé avec le PIB du Togo et qui est disponible après un court délai. La méthodologie proposée permettrait aux autorités et aux intervenants de marchés d'évaluer l'activité économique dans les pays où des séries trimestrielles du PIB ne sont pas disponibles. Elle informerait dès lors les décisions de politique économique, y compris les processus budgétaires. Le recours à ces outils permettrait de prévoir le niveau des recettes et de procéder à des ajustements, notamment d'intensifier les efforts de mobilisation des recettes ou de réduire les dépenses si besoin est, afin d'éviter les risques de liquidité et l'accumulation d'arriérés.

Appendice - Calcul de l'indice

Variables à inclure dans l'indice

Comme il est expliqué dans section B, les variables entrant dans la composition de l'indice d'activité économique sont déterminées de telle sorte que leur combinaison optimise la corrélation avec les taux de croissance du PIB effectif ou réduise au minimum l'erreur quadratique moyenne (QEM) pour ce qui est des taux de croissance du PIB effectif, comme proposé dans Arizala et Traore (2014). Sous forme algébrique :

$$\begin{aligned}x_1 &= \text{Argmax}_{x_i} [\text{corr}(y, x_i)] \\x_2 &= \text{Argmax}_{x_i} [\text{corr}(y, \text{index}\{x_1, x_i\})] \\x_3 &= \text{Argmax}_{x_i} [\text{corr}(y, \text{index}\{x_1, x_2, x_i\})] \\&\vdots \\x_n &= \text{Argmax}_{x_i} [\text{corr}(y, \text{index}\{x_1, x_2, \dots, x_n\})]\end{aligned}$$

où y correspond à la croissance du PIB réel et $\text{index}\{x_1, x_i\}$ fait référence à un indice incluant les variables $x_1, x_2 \dots$ jusque x_i . La combinaison avec la plus forte corrélation ou celle qui réduit au minimum le QEM est retenue comme l'indice d'activité économique final. Cette combinaison peut être de deux éléments, trois éléments, etc. Un total de $\sum_{k=1}^n C_k^n$ combinaisons peut être envisagé.

Calcul arithmétique de l'indice

Pour le calcul des indices utilisant uniquement l'approche de corrélation, nous suivons étroitement la méthodologie du Conference Board des États-Unis (2012) et Opoku-Afari et Dixit (2012). Les mesures sont présentées dans le détail ci-dessous:

- Déflater les variables nominales pour refléter les valeurs réelles;
- Calculer les variations symétriques de toutes les variables, ce qui favorise un traitement équivalent des variations, positives ou négatives, en pourcentage.

Nous définissons les variations symétriques comme suit α_t :

$$\alpha_t = 100 \times \frac{X_t - X_{t-1}}{X_t + X_{t-1}}$$

où X_t correspond à la variable sous-jacente.

- Calculer l'écart-type pour chaque variable (σ_x);
- La pondération de chaque variable dans l'indice global est pénalisée par la volatilité de la série, les séries plus volatiles ayant une pondération plus faible dans l'indice global.

$$w_x = \frac{1}{\sigma_x}$$

- Calculer les variations de l'indice global en prenant la somme pondérée des variations des séries individuelles;

$$mt = \sum_{x=1}^n x_t * \frac{w_x}{\sum_{x=1}^n w_x}$$

- Faire la somme des variations agrégées pour obtenir le niveau global de l'indice d'activité économique.

$$I_1 = 100$$

$$I_t = I_{t-1} * \frac{200 + mt}{200 - mt} \quad \forall t > 1$$

- Calculer le taux de croissance de l'indice;

En plus d'être fortement corrélé avec le PIB annuel et de coïncider autant que possible avec le signe de croissance économique réelle, l'indicateur devrait refléter l'ampleur des variations de la croissance économique réelle. Pour ce faire, Arizala et Traore (2014) proposent un facteur d'ajustement (FA) de façon à améliorer la performance de l'indicateur en termes de caractérisation de l'ampleur de la croissance économique :

$$FA = \frac{\sum_{t=1}^T \text{Abs}\left(\frac{\Delta rGDP_t}{rGDP_{t-1}}\right)}{\sum_{t=1}^T \text{Abs}\left(\frac{\Delta I_t}{I_{t-1}}\right)}$$

- Calculer l'indicateur d'activité économique en utilisant la formule suivante :

$$IAEt = FA * I_t$$

Références bibliographiques

Anguyo, F. Anguyo, F. (2001) "A Model to Estimate a Composite Indicator of Economic Activity (CIEA) for Uganda", Bank of Uganda Working Paper 11/11.

Arizala, F. et K. Traore (2014) "Assessing Economic Activity in Countries without Quarterly GDP Series: The Case of Togo," mimeo.

Opoku-Afari, M. et S. Dixit (2012) "Tracking Short-Term Dynamics of Economic Activity in Low-Income Countries in the Absence of High-Frequency GDP Data", International Monetary Fund Working Paper, 119.

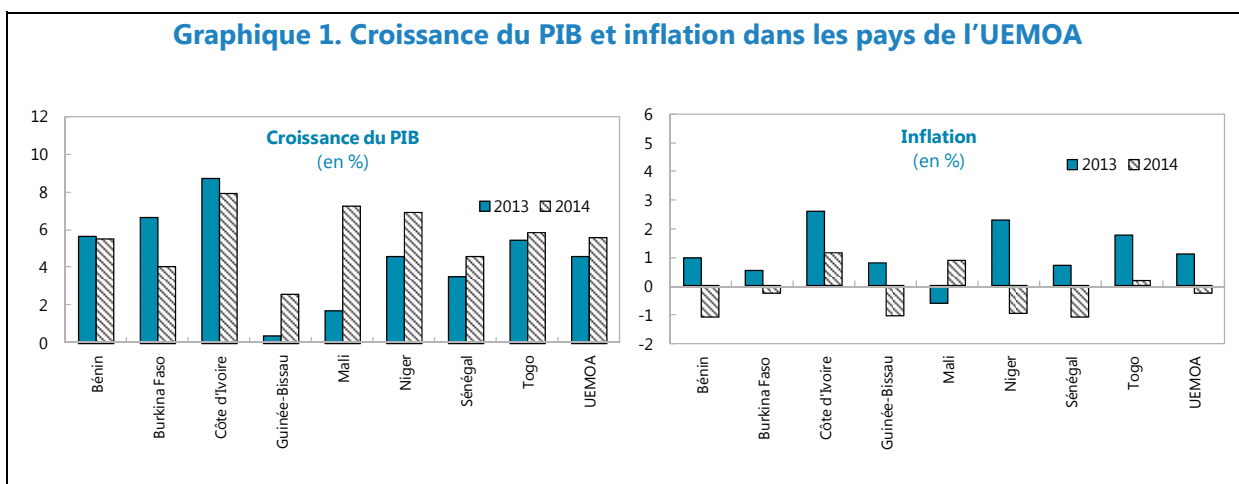
The Conference Board (2012) "Calculating the Composite Indexes" in <https://www.conference-board.org/data/bci/index.cfm?id=2154>.

QUELS FACTEURS EXPLIQUENT LA DYNAMIQUE DE L'INFLATION AU TOGO? IMPORTANCE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES¹

A. Contexte général

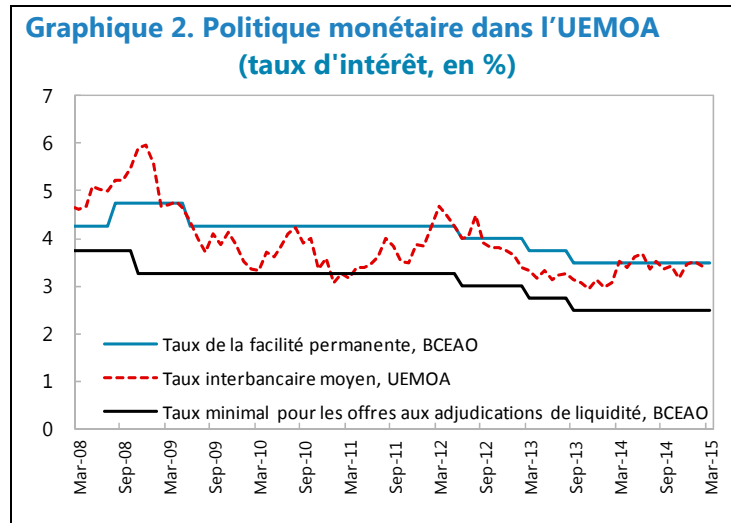
Ces douze derniers mois, l'inflation a été particulièrement faible au Togo et dans les pays de l'UEMOA, lesquels se sont caractérisés par des taux de croissance élevés et des politiques monétaires accommodantes. Cette incohérence apparente entre forte croissance, politiques monétaires expansionnistes et faible inflation s'explique en grande partie par le comportement des prix des produits alimentaires dans la sous-région.² Compte tenu des effets importants et persistants de l'inflation alimentaire sur l'inflation globale au Togo, les responsables de la politique économique devraient éviter de fonder uniquement leur analyse sur la mesure de l'inflation sous-jacente.

L'inflation alimentaire est essentiellement négative depuis la seconde moitié de 2013 au Togo et dans l'UEMOA. Le graphique 1 montre que si la croissance s'est accélérée dans les pays de l'UEMOA, l'inflation a été faible ou négative. Le graphique 2 illustre la politique monétaire de plus en plus accommodante menée par la BCEAO ces dernières années.

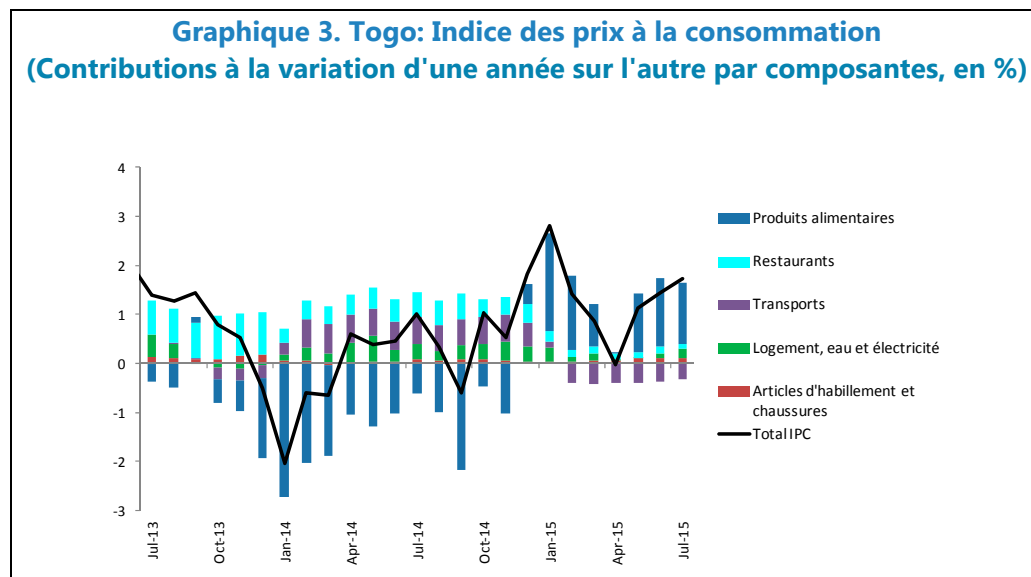


¹ Préparé par Francisco Arizala.

² Dans les pays de l'UEMOA, le canal de transmission entre la politique monétaire et l'inflation joue un rôle jugé faible (Kireyev, 2015).



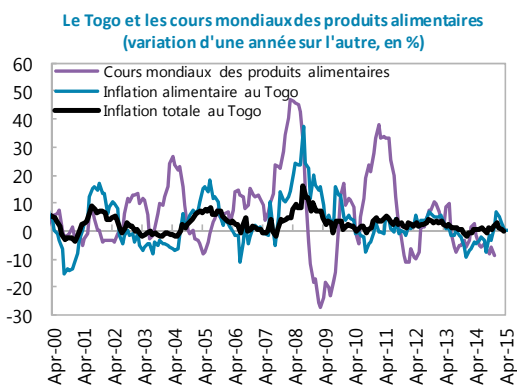
Entre avril 2013 et novembre 2014, l'inflation des produits alimentaires au Togo a été le principal facteur déterminant les variations dans l'indice total des prix à la consommation, en ayant une contribution négative à l'inflation globale (graphique 3). L'inflation alimentaire moyenne, qui était de -4,4 % en 2014, a réduit de 1,2 % l'inflation globale moyenne, qui, fin 2014, était égale à 0,2%. Elle augmente depuis décembre 2014, de sorte que le taux moyen annuel d'inflation a totalisé 1% en juillet 2015.



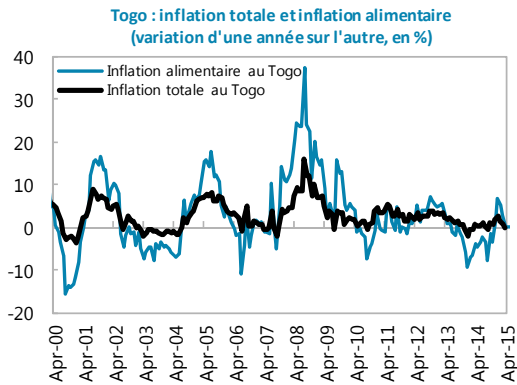
L'inflation des produits alimentaires négative au Togo et dans d'autres pays de l'UEMOA s'inscrit dans la dynamique mondiale. Les produits alimentaires au Togo entretiennent une étroite corrélation avec les fluctuations des prix alimentaires internationaux (graphique 4). En outre, c'est l'inflation alimentaire qui explique la volatilité de l'IHPC au Togo (tableau 1).

Graphique 4. Togo: inflation totale et sous-composantes

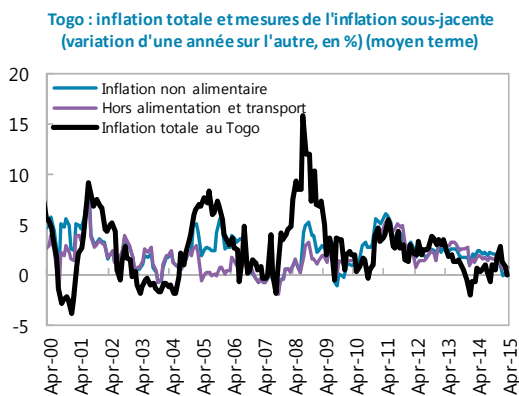
Les prix des produits alimentaires au Togo sont corrélés aux fluctuations des cours mondiaux



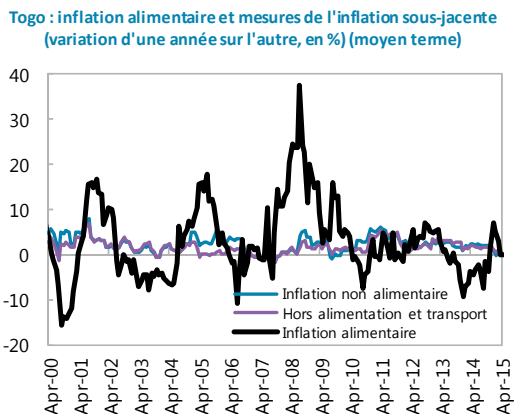
...les prix des produits alimentaires ont induit les fluctuations de l'inflation globale...



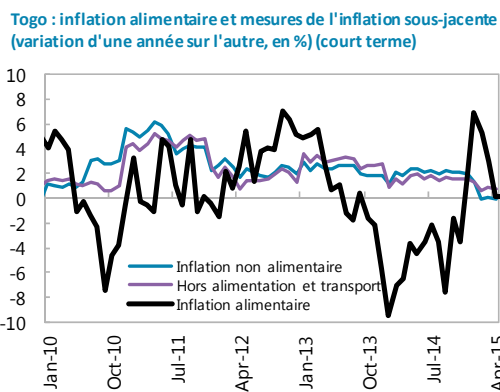
...les mesures de l'inflation sous-jacente ont été moins volatiles que l'inflation globale...



...et l'inflation alimentaire.



L'inflation alimentaire a été négative l'essentiel de 2014...



...et les mesures de l'inflation sous-jacente ont aussi inscrit une baisse...

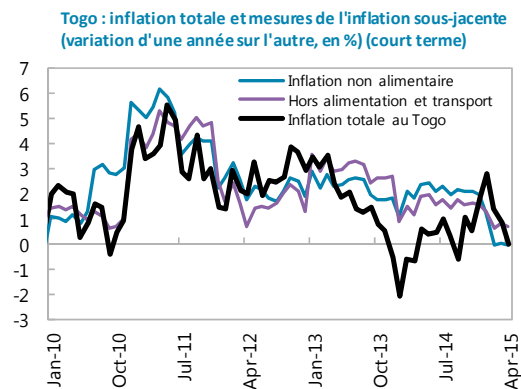


Tableau 1. Togo : moyenne et volatilité de l'inflation totale et de ses sous-composantes

	Totale	Hors		Hors aliment. & transp.
		Alimentaire	alimentation	
Moyenne				
1997-2001	1.1	-2.6	3.3	2.6
2002-2006	2.9	3.5	2.3	1.6
2007-2011	3.5	7.0	1.4	0.8
2012-2015	2.0	0.3	2.7	2.5
1997-2015	2.4	2.3	2.4	1.8
Volatilité				
1997-2001	3.3	7.7	1.6	1.3
2002-2006	3.5	8.0	1.6	1.4
2007-2011	3.7	9.8	1.8	1.0
2012-2015	1.6	4.0	1.4	1.3
1997-2015	3.2	8.4	1.7	1.4

B. Cadre analytique

La littérature récente a avancé que, s'agissant des pays à faible revenu, une attention particulière devrait être portée aux prix des produits alimentaires afin d'analyser la dynamique de l'inflation. En particulier, Walsh (2011) et Anand et al. (2015) estiment que s'agissant des pays à faible revenu, il est particulièrement important que les autorités monétaires n'excluent pas les denrées alimentaires de la définition de leurs objectifs de politique économique étant donné que l'inflation des produits alimentaires est souvent plus volatile, qu'elle a une pondération plus importante dans l'indice des prix à la consommation (IHPC) et qu'elle est plus persistante que dans les économies émergentes et avancées.

L'inflation alimentaire a une incidence directe sur l'inflation globale (qui est mesurée par sa pondération dans le panier de l'IPHC) et une incidence indirecte qui peut être définie comme la transmission des variations des prix alimentaires aux variations des sous-composantes de l'inflation (Rangasamy, 2011).

C. Données économétriques relatives au Togo

Persistence de l'inflation globale, alimentaire et sous-jacente

Récemment, Walsh (2011), et Thamae et Letsoela (2014) ont avancé que, aux fins de la politique monétaire, les banques centrales devraient analyser l'inflation globale (mesurée par l'IPHC) et ses sous-composantes en tenant compte de leur persistance et de leur niveau de transmission à différents secteurs de l'économie, et pas seulement leur volatilité relative. La persistance des sous-composantes de l'inflation est importante parce qu'elle a un impact sur la durée d'un choc

à une composante particulière, par exemple aux prix des denrées alimentaires, pour l'inflation globale.

Le tableau 2 présente des estimations de coefficients de persistance pour les différentes composantes de l'inflation au Togo.³ En conformité avec les publications sur le sujet, l'inflation alimentaire au Togo est plus persistante que l'inflation globale, le coefficient d'autorégression de premier ordre s'élevant à 0,88 dans le cas des prix des produits alimentaires, contre 0,86 pour l'inflation globale. Les mesures de l'inflation sous-jacente présentent une moindre persistance.

Tableau 2. Estimations de persistance pour l'inflation totale et ses sous-composantes au Togo

Modèle	Persistance
Totale	0.86***
Alimentaire	0.88***
Hors alimentation	0.82***
Hors aliment. & transp.	0.81***

*** indique l'importance au niveau de 1 %.

Transmission des chocs de l'inflation alimentaire à l'inflation sous-jacente

Comme déjà mentionné, aux fins d'informer les décisions de politique économique, il y a aussi lieu de quantifier dans quelle mesure les chocs sur les prix alimentaires se répercutent sur d'autres prix dans l'économie. Dans ce contexte, Walsh (2011), et Thamae et Letsoela (2014) estiment un modèle d'autorégression vectorielle (VAR), y compris l'inflation alimentaire et une mesure de l'inflation sous-jacente. À partir des données mensuelles pour le Togo sur la période 1997-2015, le modèle d'autorégression vectorielle suivant est estimé:

$$\pi_t^F = \beta^{FF} \pi_{t-1}^F + \beta^{NF} \pi_{t-1}^N + \varepsilon_t^F \quad (1)$$

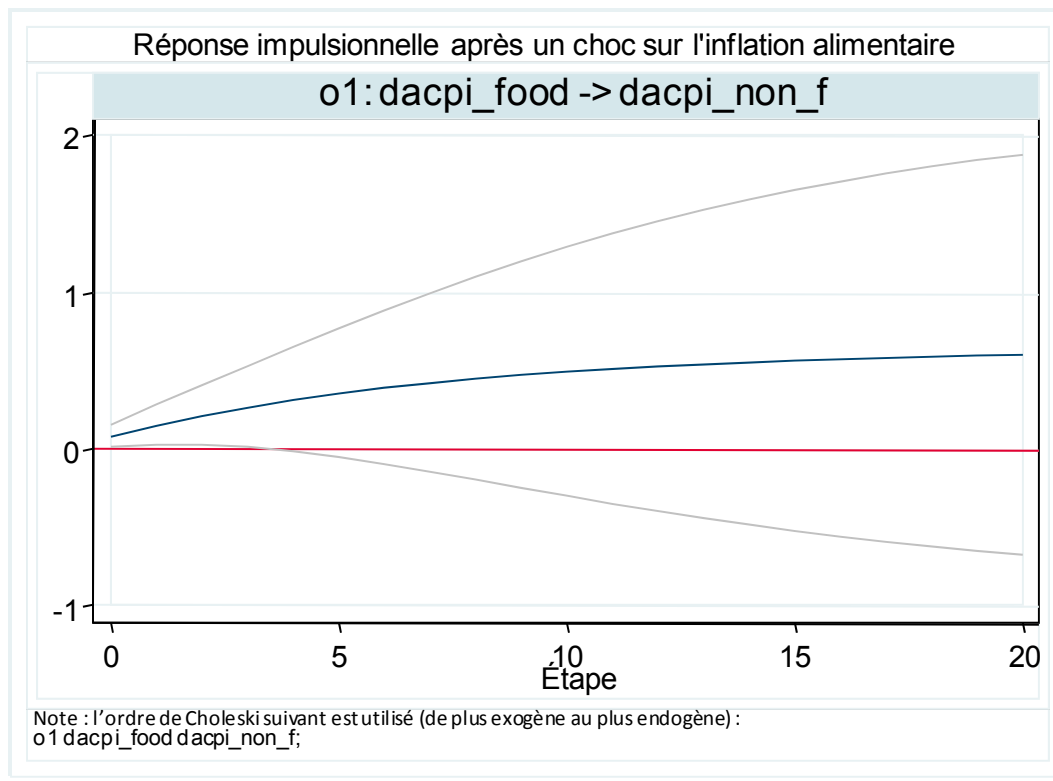
$$\pi_t^N = \beta^{FN} \pi_{t-1}^F + \beta^{NN} \pi_{t-1}^N + \varepsilon_t^N \quad (2)$$

où π_t^F correspond à l'inflation des produits alimentaires, π_t^N désigne l'inflation de produits non alimentaires, et ε_t est un terme d'erreur.

Au moyen des estimations de régression, il est possible de quantifier la mesure de la transmission des chocs entre différentes sous-composantes de l'inflation. Le graphique 4 montre qu'un choc d'un écart-type sur l'inflation alimentaire (une variation d'environ 4 %) se traduit par une variation de 0,5 de l'inflation non alimentaire 10 mois plus tard.

³ L'estimation de persistance correspond à la somme des coefficients AR(.) qui sont significatifs (Andrews et Chen (1994)).

Graphique 5. Transmission des chocs de l'inflation des produits alimentaires à l'inflation sous-jacente



D. Implications politiques économiques

L'inflation alimentaire a des effets importants et persistants sur l'inflation globale au Togo. Les autorités ne devraient pas perdre de vue que les chocs sur les prix alimentaires peuvent se traduire par une dynamique inflationniste dans d'autres sous-composantes de l'inflation et influencer le niveau global de l'inflation. Dans ce contexte, au niveau national, les politiques qui agissent sur les prix alimentaires (permis d'exportation, subventions des engrais et contrôle des prix des produits alimentaires) doivent intégrer les conséquences sur l'inflation globale. Au niveau régional, les autorités monétaires devraient tenir compte de l'évolution des prix des denrées alimentaires dans leurs décisions de politique monétaire et pas seulement les mesures de l'inflation sous-jacente. Comme il est expliqué dans Walsh (2011), les décisions de politique monétaire prises sur la base de mesures d'inflation insuffisantes peuvent retarder la réponse des politiques économiques et faire monter les anticipations d'inflation.

Références bibliographiques

- Anand, R., E. Prasad et B. Zhang (2015) "What Measure of Inflation Should a Developing Country Central Bank Target" *Journal of Monetary Economics*, 74, 102-1116.
- Andrews, D. et H. Chen (1994) "Approximately Median-Unbiased Estimation of Autoregressive Models", *Journal of Business and Economic Statistics*, 12 (2).
- Kireyev, A. (2015) "How to Improve the Effectiveness of Monetary Policy in the West African Economic and Monetary Union", *IMF Working Paper*, 99.
- Rangasamy, L. (2011) "Food inflation in South Africa: Some implications for Economic Policy", *South African Journal of Economics*, 79 (2), 184-201.
- Thamae, R. et M. Letsoela (2014) "Food Inflation in Lesotho: Implications for Monetary Policy", *African Review of Economics and Finance*, 6 (1).
- Walsh, J. (2011) "Reconsidering the role of food prices in inflation", *IMF Working Paper*, 71.

POLITIQUES DE CROISSANCE DURABLE¹

Le présent document analyse la façon dont le gouvernement togolais peut favoriser un niveau plus élevé de croissance en procédant à une transformation structurelle. Il établit trois principales considérations pour les politiques économiques actuelles du Togo à partir d'une étude de l'expérience des pays. Premièrement, l'impact de l'investissement public sur la croissance économique est fonction de son efficacité. Deuxièmement, les dépenses consacrées à l'investissement public sont une condition nécessaire mais pas suffisante pour une croissance durable. Il est nécessaire de prendre d'autres mesures pour que de telles dépenses débouchent sur une croissance durable. Enfin, il est important d'investir dans l'infrastructure immatérielle (environnement économique, par exemple).

Après avoir présenté certains faits stylisés sur la transformation structurelle du Togo, le présent document donne un ordre de grandeur de la croissance supplémentaire qu'un renforcement de la transformation structurelle pourrait procurer au Togo. Il met ensuite l'accent sur l'intérêt que présente pour le Togo les enseignements tirés des pays sur la transformation structurelle.

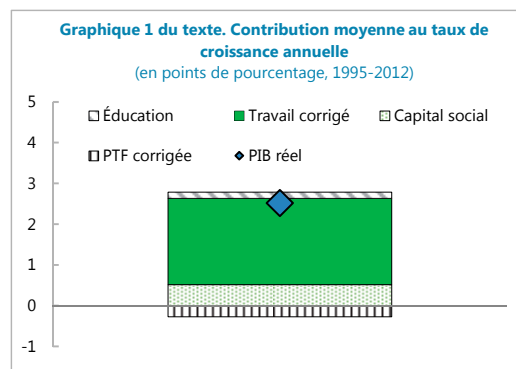
A. Faits stylisés sur la transformation structurelle du Togo

La croissance a été plus faible et plus volatile au Togo que dans les autres pays (graphique 1). Ces deux dernières décennies, malgré un repli du revenu par habitant initial, le Togo a connu une croissance plus lente en moyenne par rapport à d'autres pays comparables. La croissance réelle par habitant s'établissant en moyenne à seulement 1,8 % ces 25 dernières années, la performance du Togo a été faible par rapport à ses homologues d'Afrique subsaharienne et d'Asie qui avaient un niveau similaire de revenu par habitant en 1990 mais qui sont désormais deux à trois fois plus riches en termes de PPP.² Cette contreperformance est des plus marquée depuis le milieu des années 1990, lorsque la croissance a augmenté dans de nombreux pays à faible revenu tandis que le Togo était en pleine crise politique. Bien qu'étant sorti de la crise et ayant réussi à accélérer la croissance économique, le pays n'a pas rattrapé son retard sur les autres pays au cours des dix années écoulées. La volatilité de la croissance tient à l'exposition du Togo aux chocs exogènes, comme les sécheresses.

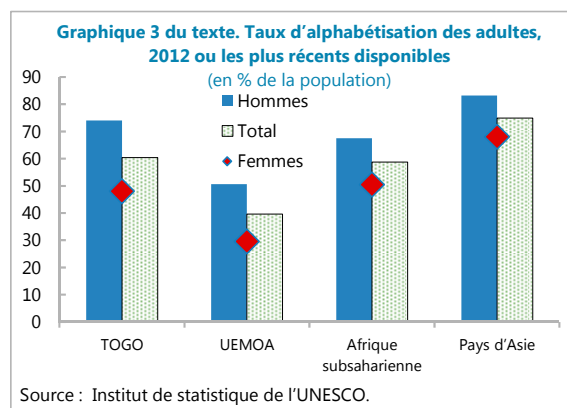
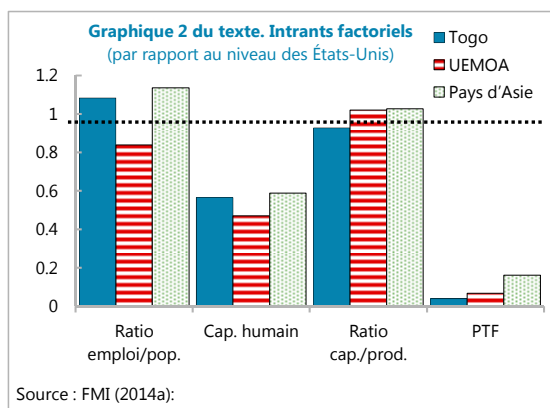
¹ Préparé par Edgardo Ruggiero, David Corvino et Sana Rafiq.

² Dans l'ensemble du présent document, nous utilisons des pays comparables pour évaluer le Togo. Il s'agit de pays de l'UEMOA, d'Afrique subsaharienne et d'Asie dont le niveau de revenu par habitant était globalement comparable à celui du Togo en 1990. Le Togo avait alors un revenu par habitant en termes de PPP de 767 dollars, contre 1137 dollars en 2014. Les pays d'Afrique subsaharienne affichaient un revenu moyen par habitant de 1245 dollars en 1990 et de 2673 en 2014. Les pays à faible revenu et les États fragiles d'Afrique subsaharienne avaient un revenu par habitant de 685 dollars en 1990 et de 2136 en 2014. Un groupe de pays d'Asie comparables (Cambodge, Vietnam, et République démocratique populaire du Laos) ont enregistré un revenu par habitant de 636 dollars en 1990, contre 3440 dollars en 2014.

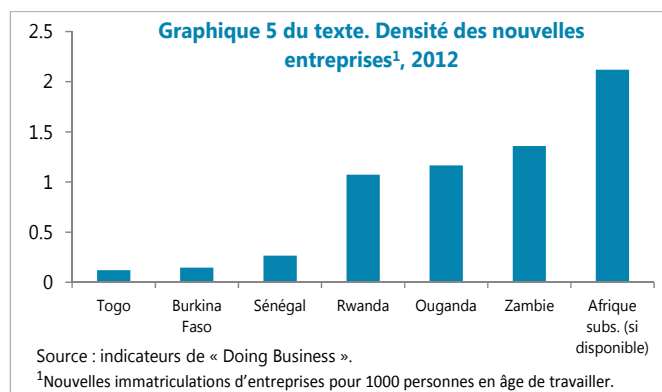
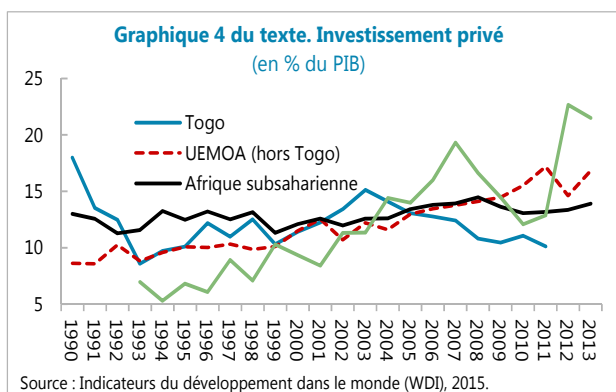
La croissance a été tirée essentiellement par l'utilisation du travail (graphique 1 du texte). Un exercice de décomposition indique que la croissance enregistrée par le Togo ces deux dernières décennies peut être attribuée pour les quatre cinquième à l'accumulation du travail, et pour un cinquième à l'accumulation du capital. En revanche, un faible capital humain et une croissance négative de la productivité semblent être les principaux facteurs à l'origine des résultats insuffisants en matière de croissance.



S'agissant de l'utilisation du travail, le Togo accuse un certain retard sur les autres pays en matière de capital matériel et de productivité mais semble bien positionné pour ce qui est du taux d'activité et du capital humain (graphique 2 du texte). De fait, la main-d'œuvre est relativement bien formée même si, comme on l'a vu ci-dessus, sa contribution à la croissance n'est pas forte (graphique 3 du texte). Le rendement de l'enseignement supérieur est faible au Togo et le taux de chômage est plus élevé pour les plus instruits, signe qu'il existe des débouchés insuffisants pour ceux qui ont davantage de compétences et de formations (Pôle de Dakar, 2013). Cela donne à penser que si la qualité de la main-d'œuvre est élevée, le problème a trait à la demande de travail, plutôt qu'à l'offre. Qu'est-ce qui pourrait être à l'origine de cette sous-utilisation de la main-d'œuvre qualifiée?



Ces dernières décennies, le Togo a été incapable de créer un cercle vertueux d'investissement privé et de hausse de la productivité. Depuis le début du millénaire, l'investissement privé en pourcentage du PIB reste relativement faible par rapport aux autres pays (graphique 4 du texte). Le taux d'entrée de nouvelles entreprises, une variable de substitution du dynamisme d'entreprise, est lui aussi extrêmement faible (graphique 5 du texte).



Le faible niveau de l'investissement privé et de la croissance de la productivité du Togo a un effet direct sur le marché du travail, réduisant la demande formelle de main-d'œuvre et d'emploi. L'emploi est essentiellement informel. Selon les données d'enquête de 2011 auprès des ménages, le taux de sous-emploi s'élève à 22,8 %, auquel vient s'ajouter un taux de chômage de 7,4 %, contre 6,7 % en 2006, malgré une accélération de la croissance économique et une baisse sensible des taux d'activité, de 79 à 70 %, sur cette période.³ La plupart des travailleurs sont indépendants, 35 % exerçant leur activité dans l'agriculture et 39 % dans le secteur non agricole.⁴

B. Structure de la production et des exportations - tendances récentes

On observe une modification structurelle limitée dans le temps (graphique 2). En 2013, l'agriculture représentait 34 % de l'activité économique, le commerce et les services (y compris les services publics) 47 % et la construction, les industries extractives et manufacturières et les services collectifs 4, 10, et 5 % respectivement. Depuis 1970, on constate essentiellement une légère baisse de la part du secteur minier et une augmentation de l'agriculture et un quasi doublement de la part du secteur de la construction. Le degré de diversification de la production globale est faible également. Après avoir progressé dans les années 1970, la diversification a diminué pendant les années de crise, pour se maintenir à des niveaux globalement constants ensuite - elle est beaucoup plus faible au Togo que dans les autres pays de l'UEMOA et qu'en Asie.

La diversification des exportations a progressé pendant la majeure partie des années 2000, même si leur qualité a stagné en moyenne (graphique 3). La diversification des produits d'exportation s'est accrue pendant la décennie, à un niveau généralement plus élevé que dans

³ République Togolaise (2011) et Pôle de Dakar (2013).

⁴ L'agriculture emploie 42 % des travailleurs tandis que le secteur non agricole en emploie 58 %. Le pourcentage de travailleurs salariés est d'environ 27 % (7 % dans l'agriculture et 19 % dans le secteur non agricole).

les pays de référence. En revanche, la diversification chez les partenaires d'exportation est restée stable, même si le Togo semble plus diversifié que les autres pays. La qualité relative des exportations de produits de base diminue régulièrement depuis 1990, même si elle suit la tendance des pays de référence. Tout en n'étant pas loin des niveaux des pays de référence, la qualité des exportations agricoles a diminué et a été très volatile dans les années 2000.

C. Gains de la transformation structurelle

La transformation structurelle et la diversification de la production a le potentiel de stimuler la croissance et de réduire la volatilité au Togo. Grâce à la réaffectation des ressources des secteurs à faible productivité, comme l'agriculture, à des secteurs à productivité plus élevée, comme les industries manufacturières, la transformation structurelle «entre secteurs» peut dynamiser la productivité globale. La transformation structurelle peut aussi intervenir «au sein des secteurs» et ainsi créer des gains de productivité notamment en améliorant la qualité des produits et services existants, en axant la production sur des activités à valeur ajoutée relativement forte ou en diversifiant au profit de nouveaux produits à haute valeur ajoutée. La diversification de la production peut être bénéfique en termes de croissance et aussi réduire la volatilité, car les nouveaux produits et services sont susceptibles de faire l'objet de chocs d'offre et de demande différents des produits et services existants.

Les avantages de la transformation structurelle pourraient être considérables (graphique 4). Une réaffectation du travail d'un point de pourcentage de l'agriculture au secteur manufacturier (maintenant les niveaux de productivité sectorielle constants) pourrait accroître la production de 1,9 %; telle est l'inadéquation des niveaux de productivité du travail entre les deux secteurs (la productivité moyenne du secteur manufacturier est environ 6 fois plus élevée que dans l'agriculture).⁵ De même, une hausse de la productivité agricole de 1 % (l'affectation des ressources restant constante) pourrait accroître la production globale de 0,3 %, compte tenu de la concentration de la main-d'œuvre dans ce secteur. Une diversification accrue de la production au niveau des pays de référence pourrait augmenter la croissance moyenne de 1,1 %, pour la porter à 1,6 %.

D. Déterminants de la transformation structurelle: pertinence pour le Togo

S'il n'y a pas de solution miracle pour faire en sorte que les réformes favorisent la transformation structurelle, des orientations générales ont été formulées à la suite d'études de cas concluantes et de données comparatives entre pays (encadré 1). Ces orientations sont les suivantes:

⁵ Des niveaux moyens de productivité du travail sont utilisés comme variable de substitution pour les niveaux de productivité marginale dans ce scénario. McMillan et Harttgen (2014) estiment que cette hypothèse est satisfaisante pour l'Afrique subsaharienne où la part du travail est vraisemblablement similaire dans le secteur manufacturier et dans l'agriculture.

1) investissement efficient dans l'éducation; 2) stabilité macroéconomique; 3) accroissement de l'investissement; 4) entrée sur le marché; 5) institutions et environnement économique; et 6) politiques industrielles.⁶ Selon les données disponibles, les politiques visant à remédier aux obstacles à l'entrée dans de nouvelles branches d'activité économique ou au jeu de la concurrence peuvent réussir à favoriser la transformation structurelle et la diversification. Elles sont plus mitigées quant au succès des mesures axées sur l'industrie, ciblant un secteur et à l'augmentation de l'investissement public par le financement par l'emprunt.

Encadré 1. Faits stylisés: politiques favorisant la transformation structurelle⁷

- *Investissement efficient dans l'éducation.* L'éducation a été associée à des niveaux plus élevés de diversification et de qualité des exportations. Au Vietnam, les années d'enseignement se sont accrues d'environ 50 % en l'espace de deux décennies. Au Rwanda, l'enseignement va désormais jusqu'à la troisième pour tous les élèves.
- *Stabilité macroéconomique.* Au Vietnam, au Rwanda, en Malaisie et en Tanzanie, une diversification réussie a coïncidé avec des politiques macroéconomiques plus énergiques et une plus grande stabilité.
- *Accroissement de l'investissement.* Les grands projets d'infrastructure et les injections de capital public ont eu un succès limité en termes d'accélération de la croissance économique dans les pays en développement (Warner, 2014). Les efforts d'investissement public qui sont généralement financés par l'emprunt ont également tendance à être minés par un manque de préparation et d'analyse des projets et des problèmes d'incitation. Des progrès sont à faire en matière d'efficience de l'investissement public.
- *Entrée sur le marché.* L'absence de barrières à l'entrée peut motiver les entrepreneurs à développer leurs activités. Au Vietnam, l'abandon de la collectivisation a conduit à l'apparition d'un secteur agricole plus diversifié. Au Rwanda, un important désengagement des entreprises d'État a stimulé l'activité du secteur privé. En Tanzanie, le démantèlement du système de distribution de l'État a eu une incidence positive sur le secteur privé. La libéralisation du marché de l'électricité a en outre été associée à un plus grand degré de transformation structurelle.
- *Institutions et environnement économique.* Henn et al. (2013) indiquent qu'une hausse d'un écart-type de la qualité institutionnelle va de pair avec une hausse de 0,3 écart-type de la qualité des exportations.
Au Bangladesh, l'élimination des lourdeurs administratives a été associée à d'importants investissements dans les zones industrielles d'exportation.
- *Politiques industrielles.* L'appui à certaines industries a eu un succès mitigé. En Malaisie et au Bangladesh, le ciblage de certaines industries a été couronné de succès, mais les secteurs ciblés ont acquis une position dominante et ont ainsi réduit la diversification des exportations. Dans les économies dominées par les ressources naturelles, toutefois, un tel ciblage peut aider l'économie à se diversifier.

Le secret de la transformation structurelle est avant tout de faciliter, plutôt que d'imposer, la diminution de la part relative des ressources dans les activités à faible productivité au profit des activités à haute productivité. À mesure que les intrants sont consacrés à des utilisations plus

⁶ Dans le présent document, l'éducation n'est pas abordée car elle relève davantage de la Banque mondiale. La stabilité macroéconomique ne le sera pas non plus car le principal rapport des services du FMI examine déjà les politiques économiques qui favorisent la croissance tout en maintenant une dette et une balance des paiements viables.

⁷ Le présent encadré s'inspire de FMI 2014a, Dabla-Norris et al 2013 et Hooley 2015.

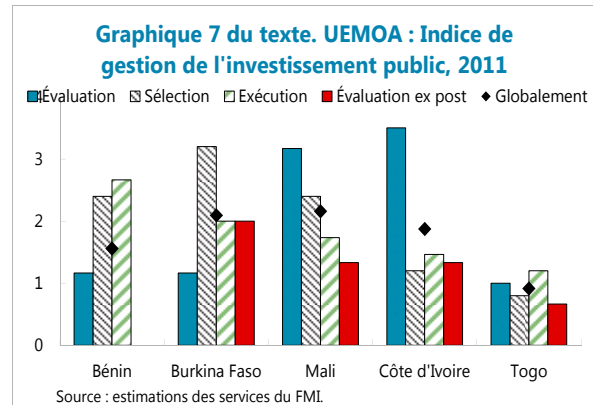
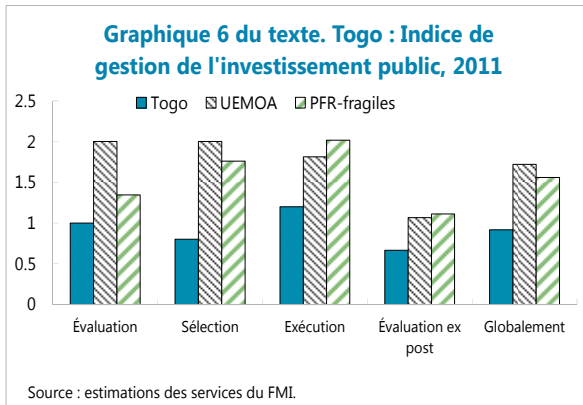
productives, la productivité globale augmente et la croissance augmente même s'il n'y a pas de hausse de la productivité au sein des secteurs. Cela étant, une des conclusions remarquables de la littérature à ce sujet est que, dans les pays d'Afrique subsaharienne (et d'Amérique latine), l'évolution générale de la transformation structurelle a eu pour effet de réduire plutôt que d'accroître la croissance économique depuis 1990 (McMillan et Rodrik, 2011). Le travail s'est orienté dans la mauvaise direction, délaissant les activités plus productives au profit, notamment, du secteur informel. Le défi est dès lors pour le Togo de canaliser l'utilisation du travail en direction d'activités plus productives. Plus généralement, il faudrait remédier aux obstacles qui entravent l'accès à de nouvelles branches d'activité économique ou réduisent la concurrence.

Accroissement de l'investissement public

La stratégie de développement économique du Togo est centrée autour du développement des infrastructures et de l'investissement public pour le soutenir. Il est donc important de passer en revue ce que nous savons de l'impact des dépenses d'investissement sur la croissance.

L'impact de l'investissement public sur la croissance économique dépend de son efficacité. Il est bien documenté (Aghion et Howitt, 2009 ; et Ghazanchyan et Stostky, 2013).⁸ Le FMI (2014b) estime que le dividende de croissance tiré de l'investissement peut être significatif, mais qu'il est limité lorsque le processus d'investissement est inefficace. Quelle que soit la relation entre l'efficacité de l'investissement public et la croissance entre pays, l'amélioration de l'efficacité au sein d'un pays donné a un effet indubitablement positif sur la croissance. Les investisseurs publics les plus efficaces voient l'impact de la croissance doubler par rapport aux moins efficaces. Dans le domaine de l'efficacité de l'investissement public, le Togo n'obtient pas un score élevé (graphiques 6 et 7 du texte). Pour obtenir une hausse du rendement de croissance de chaque franc CFA investi, il est donc important d'investir dans l'investissement (Collier, 2007) par un renforcement de la gestion de l'investissement public.

⁸ Le texte principal renvoie à la relation entre l'investissement public et la croissance économique. La relation entre investissement public et la production n'est pas abordée. Une grande partie de la littérature théorique et empirique est favorable à l'idée que l'investissement public fait augmenter la croissance en agissant à la fois sur la demande et l'offre. Le FMI (2014b) estime que, dans les pays en développement, l'investissement public accroît la production d'environ 0,25 % la même année et de 0,5 % au bout de quatre ans.

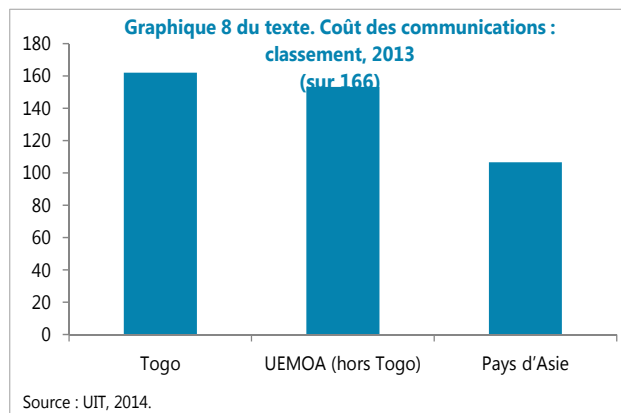


Même en présence de déficits d'infrastructure, l'accroissement de l'investissement public est une condition nécessaire mais pas suffisante pour stimuler la croissance (graphique 5). Une récente étude du FMI a passé en revue les épisodes d'intensification de l'investissement sur la période 1990-2013 pour environ 80 pays; il les a divisés en épisodes qui, après un accroissement de l'investissement, ont donné lieu à une accélération de la croissance économique ou à un ralentissement et une lourde dette (Mansoor, 2015). Elle indique que, sans politiques complémentaires, un accroissement de l'investissement public peut entraîner un fléchissement de la croissance et un alourdissement de la dette. Ces politiques complémentaires consistent notamment à avoir en place un bon système de gestion de l'investissement public, comme indiqué ci-dessus. Les pays qui enregistrent une forte croissance affichaient un indice de gestion de l'investissement public beaucoup plus élevé que les pays lourdement endettés qui n'ont pas obtenu de gains de croissance en retour. Toutefois, il est aussi important que le secteur public élabore des politiques qui induisent un afflux massif d'investissements privés et élargissent l'espace économique où évoluent les petites et moyennes entreprises. Qui plus est, les pays performants attirent les EDI et stimulent les exportations. Les pays en rapide essor ont réussi à plus que doubler le montant d'EDI qu'ils recevaient avant l'intensification de l'investissement. Les pays lourdement endettés ont, quant à eux, vu l'EDI augmenter de seulement 20 %. Les pays à forte croissance et peu endettés ont réussi à stimuler les exportations après l'accroissement de l'investissement, tandis que les pays lourdement endettés n'y sont pas parvenus. En bref, lorsque les dépenses d'investissement public augmentent, il est essentiel de créer les conditions pour que le secteur privé prospère et échange des biens et des services avec le reste du monde. Sinon, on tombe rapidement dans le piège de l'endettement.

Entrée sur le marché

Le fait qu'il y ait peu de barrières à l'entrée sur le marché favorise l'expansion des entreprises. Les cas du Vietnam, du Rwanda, et de la Tanzanie confirment que les entreprises privées peuvent prospérer si la position dominante est éliminée des systèmes de distribution ou de production de l'État ou de l'entreprise publique existante. Un bon exemple est le secteur de la téléphonie et de l'internet au Togo.

Dans le secteur des télécommunications du Togo, la possibilité de participation du secteur privé est limitée, avec des conséquences négatives sur la compétitivité, la croissance économique, et l'inclusion.⁹ Le marché cellulaire est un duopole composé de l'entreprise d'État Togocel (47 % du marché) et de l'entreprise à capitaux étrangers Moov (53 %). Cela fait plusieurs années que des pourparlers ont lieu pour autoriser l'entrée d'un troisième opérateur, mais les progrès ont été bloqués à chaque fois. En outre, la capacité concurrentielle de Moov a été entravée par les lourdeurs administratives. De ce fait, les coûts sont élevés et la qualité du service est faible même à Lomé (Banque mondiale, 2015). Le coût des communications au Togo est parmi les plus élevés du monde, le pays se situant à la 162^{ème} place sur 166 en 2013



(graphique 8 du texte). Les coûts de la téléphonie mobile sont particulièrement élevés, à 37,2 % du PNB par habitant en 2011 (la moyenne pour l'Afrique de l'Ouest était de 21,1 % et la moyenne mondiale de 5,7 %). Le coût des appels est beaucoup plus bas sur les marchés d'Afrique où il y a davantage de concurrents du secteur privé, comme au Kenya, en Tanzanie et au Ghana.¹⁰ La qualité est également médiocre dans le secteur internet à large bande au Togo. Togo Telecom domine ce secteur, mais son service est cher et peu fiable.¹¹ Les occasions manquées de retombées positives sur le reste de l'économie sont importantes, en particulier compte tenu des aspirations du Togo de devenir un pôle régional de services. Sans un marché des technologies de l'information et des communications plus efficace, les possibilités d'innovation de la téléphonie mobile dans les secteurs financier, de la logistique et des transports sont peine perdue. La banque mobile pourrait être un moyen de procurer aux zones rurales des produits d'épargne et de crédit améliorés et de réaliser des transferts sociaux moyennant des coûts de transaction minimes.

Institutions et environnement économique

L'investissement dans l'infrastructure immatérielle est aussi important que l'amélioration de l'infrastructure matérielle pour soutenir la croissance. L'infrastructure immatérielle désigne ici l'environnement économique, soit les règles du jeu applicables au secteur privé. De ce point de

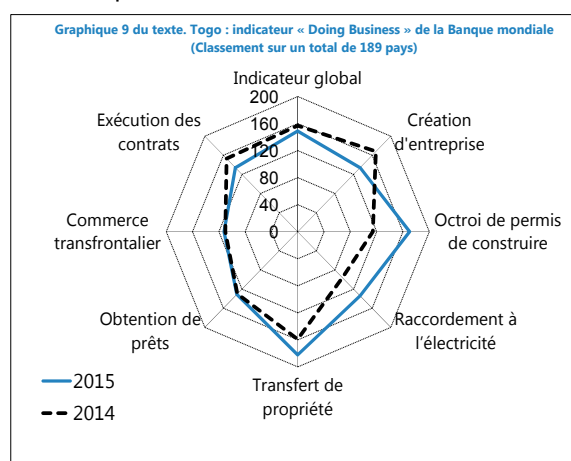
⁹ L'opérateur de téléphonie fixe, l'entreprise d'État Togo Telecom, connaît des difficultés financières. Selon les conclusions d'une enquête menée par l'État sur les activités de Togo Telecom et de sa filiale Togocel, ces difficultés sont dues à une mauvaise gestion et à l'échec systémique du conseil mis en place par le gouvernement pour surveiller la performance de l'opérateur et protéger les intérêts de l'État.

¹⁰ En 2012, la minute d'appel sur réseau mobile était de 0,18 dollar, contre 0,10 dollar au Ghana, 0,04 au Kenya et 0,05 en Tanzanie.

¹¹ La connectivité à Internet serait «la plus instable et défaillante du continent» (TeleGeography, 11 septembre 2013).

vue, le rôle du secteur public est celui de facilitateur, qui établit les règles du jeu pour que les investisseurs privés procurent des ressources lorsque les rendements sont à leur niveau le plus élevé, sans que la réglementation ne fasse monter le coût de l'activité commerciale de manière inconsidérée. De nombreux éléments probants confirment que les institutions sont un paramètre majeur de la richesse et de la croissance à long terme.¹² Même pour les échéances à court et moyen termes, qui ont davantage leur place dans le présent document, la croissance économique a tendance à réagir positivement à la réforme de la réglementation. Ainsi, Haidar (2012) constate que, en moyenne, chaque réforme de la réglementation va de pair avec une hausse de 0,15 % du taux de croissance du PIB.¹³ Au Bangladesh, par exemple, l'élimination des lourdeurs administratives a été associée à la réalisation d'importants investissements dans les zones industrielles d'exportation.

Ces dernières années, le Togo a considérablement réformé ses procédures de création d'entreprise. Du fait des progrès réalisés dans ce domaine ainsi que des améliorations en matière d'obtention de prêts et de transfert de propriété, il a été classé parmi les 10 pays les plus réformateurs en 2015, après être passé de la 164^{ème} place en 2014 à la 149^{ème} en 2015 au classement des indicateurs Doing Business de la Banque mondiale. Toutefois, le Togo accuse toujours un certain retard sur les autres pays d'Afrique subsaharienne et de l'UEMOA ainsi que sur les pays asiatiques de référence, au niveau de plusieurs autres indicateurs (graphique 9 et graphique 2 du texte). La grande question est de savoir si ces améliorations suffiront à relever sensiblement le niveau de l'investissement privé et à accroître l'accès des nouvelles entreprises.



La réaction du secteur privé à ces réformes dépendra de la marge de manœuvre dont il dispose pour opérer. Si les exigences minimales de fonds propres pour créer une entreprise ont été abaissées et si les procédures ont été nettement raccourcies, l'investissement n'est autorisé que dans certains secteurs, et l'investissement dans ces secteurs fait l'objet d'un examen au cas par cas (Banque mondiale, 2012). Les comptes libellés en devises nécessitent l'approbation officielle du gouvernement, et certains prix font l'objet d'une gestion centralisée.¹⁴ La participation de l'État dans l'économie est en outre importante, avec une forte présence dans les secteurs clés, dont les phosphates, le coton, les télécommunications, les services bancaires, et une position dominante en tant que fournisseur et distributeur de certains intrants agricoles. Une telle présence, et la possibilité d'un traitement préférentiel dans le domaine réglementaire et

¹² Hall et Jones (1999), Acemoglu et al (2001), Djankov et al (2002, 2003, 2004, 2006).

¹³ Les réformes de la réglementation sont tirées de l'enquête sur la pratique des affaires.

¹⁴ Une liste complète n'est pas disponible, mais elle inclut le ciment, les barres de fer, les engrais et les produits pétroliers.

judiciaire, auront tendance à décourager l'ouverture aux intérêts privés et à freiner la croissance du secteur privé. En outre, l'absence de concurrence aura tendance à décourager les gains de productivité.

Un plan possible pour améliorer l'environnement économique au Togo pourrait venir du Rwanda. Les politiques du Rwanda ont déjà servi de modèle au Togo, notamment pour l'Office Togolais des Recettes (OTR). Le Rwanda est passé de la 143ème à la 46ème place entre 2009 et 2015 dans les indicateurs de Doing business. Comment y est-il parvenu? L'État a fait un effort particulier pour cibler tous les indicateurs Doing Business et a chargé une unité d'administration publique d'améliorer chacun d'eux. Des objectifs annuels ont été fixés et un suivi a été mis en place. Le Rwanda est désormais mieux classé que l'Italie, la Grèce, la Chine, et le Luxembourg.

Politiques industrielles

L'appui à certaines industries a eu un succès mitigé. Au Vietnam, les entreprises publiques n'ont pas réussi à s'imposer dans certains secteurs stratégiques. En Malaisie et au Bangladesh, le ciblage de secteurs d'activité particuliers (par exemple, huile de palme, prêt à porter, et électronique) a entraîné une hausse des exportations. La concentration des exportations qui en a résulté a cependant accru la vulnérabilité externe. Avec le temps, les progrès de la technologie et la mondialisation font qu'il est difficile de faire un choix judicieux. Cela dit, certains types de politiques industrielles visant à faciliter l'urbanisation (par exemple, zones industrielles d'exportation au Vietnam et zones industrielles) sont parvenus à encourager l'activité des entreprises en exploitant les *économies d'échelles* et les *retombées* en termes de compétences et de connaissances.

Les politiques industrielles du Togo reposent sur la zone industrielle d'exportation, l'exonération d'impôt et l'entente directe avec les investisseurs étrangers dans l'exploitation minière pour développer les chaînes de valeur au niveau local. Dans ce contexte, il faut savoir que les zones industrielles d'exportation ne peuvent pas réaliser les économies d'échelle liées à l'urbanisation, car le marché cible est de trop petite taille. En outre, les investisseurs miniers n'ont pas encore développé la chaîne de valeur locale (par exemple, transformer les blocs de marbre en dalles pour en faire un plan de travail ou un carrelage), ce qui n'est pas surprenant, essentiellement car le traitement des produits miniers n'a rien à voir avec l'extraction minière. Il y a en outre un certain nombre d'inconnues que les responsables de la politique économique devraient essayer de clarifier au moment d'évaluer l'impact des politiques adoptées. Ces politiques ont-elles créé suffisamment d'emplois? Ont-elles généré suffisamment d'exportations? L'essentiel est d'évaluer si l'objectif initial de mise en œuvre de ces politiques a été atteint au regard de ses coûts (perte de recettes fiscales et difficultés accrues de l'administration fiscale et douanière, par exemple).

E. Conclusions

Le Togo a énormément à gagner, en termes d'accélération de la croissance économique, d'une transformation structurelle renforcée. L'expérience de pays qui sont parvenus à transformer leur économie peut guider les autorités togolaises.

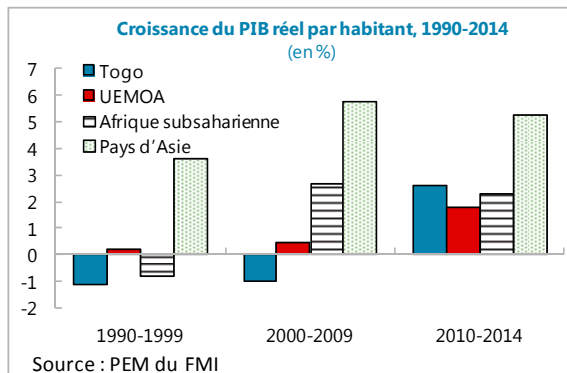
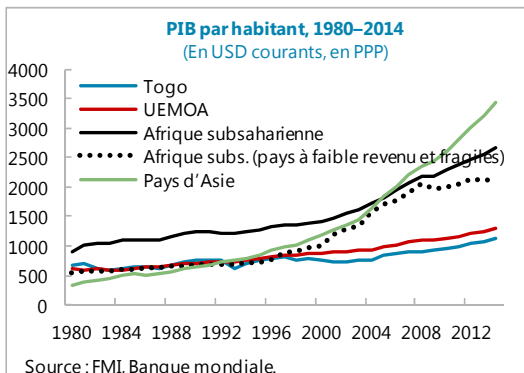
Les autorités togolaises voudront peut-être tenir compte des mesures suivantes à l'heure où elles s'emploient à transformer leur économie et à favoriser une croissance forte et soutenue :

- Investir dans l'investissement. Il est crucial d'améliorer l'efficacité de l'investissement public pour promouvoir la croissance tout en préservant la viabilité de la dette et la viabilité extérieure.
- Réduire le rôle direct de l'État dans l'économie. La présence d'entreprises publiques ayant une position dominante a tendance à paralyser l'esprit d'entreprise et l'innovation et entraîne souvent des coûts budgétaires.
- Investir dans l'infrastructure immatérielle (environnement économique, par exemple), ce qui est au moins aussi important que d'investir dans l'infrastructure matérielle (routes, par exemple).
- Évaluer les avantages et les coûts qui découlent des politiques industrielles suivies actuellement. L'expérience internationale montre que des gains importants en termes de création d'emplois et de croissance ne sont pas toujours à la clé. Dans le même temps, de telles politiques occasionnent des coûts qui sont souvent sous-estimés par les autorités (moins d'impôt perçu, mauvaise allocation des ressources et complications dans l'administration des recettes).

Graphique 1. Croissance, 1980–2014

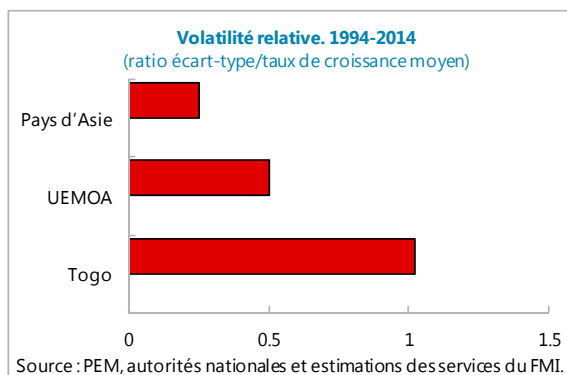
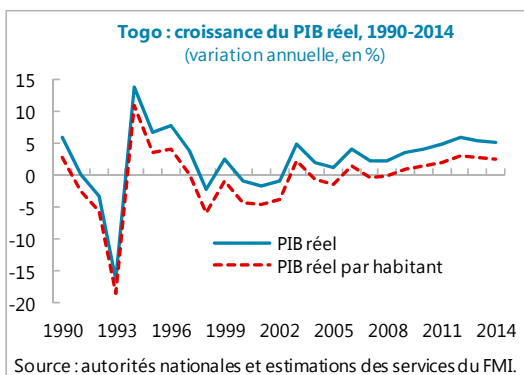
Malgré une accélération dans les années 2000, la croissance de la production par habitant a été relativement faible.

Dans les années 1990 et 2000, la croissance du PIB réel par habitant était négative et ne se redresse que depuis 2010.



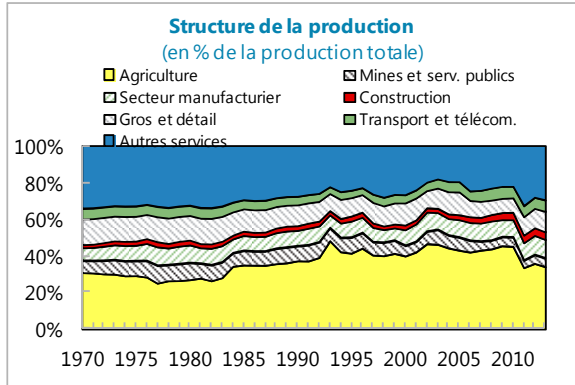
La croissance a été volatile...

...et ce davantage que dans les pays de référence.



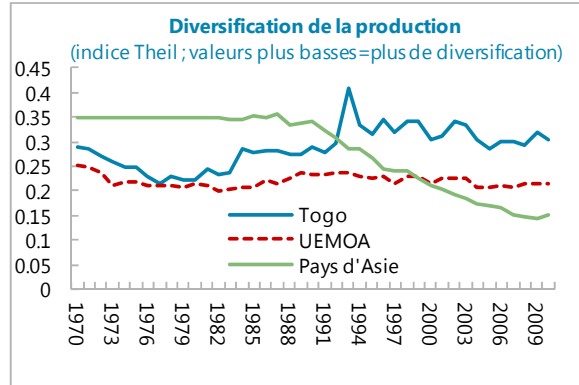
Graphique 2. Diversification de la production

La structure de la production n'a guère changé avec le temps.

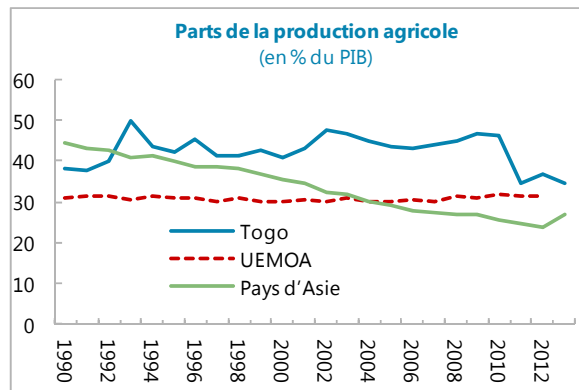
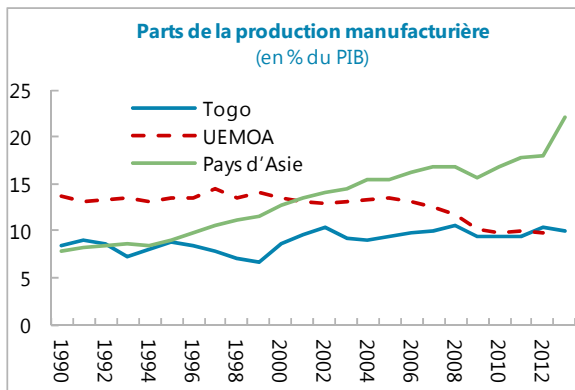


Comme dans l'UEMOA, le secteur manufacturier ne s'est pas visiblement développé comparé au vif essor des pays d'Asie...

Les progrès en matière de diversification de la production ont en outre été plus lents que dans les pays de référence.



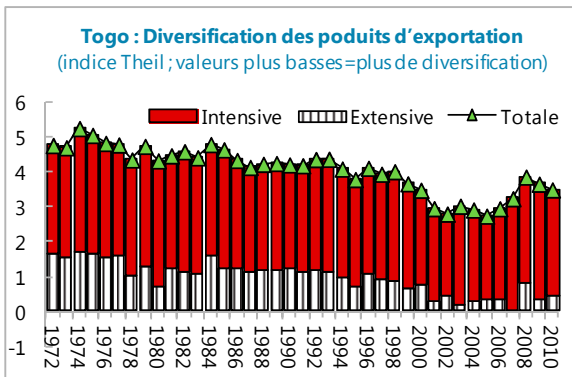
...et le secteur agricole reste important.



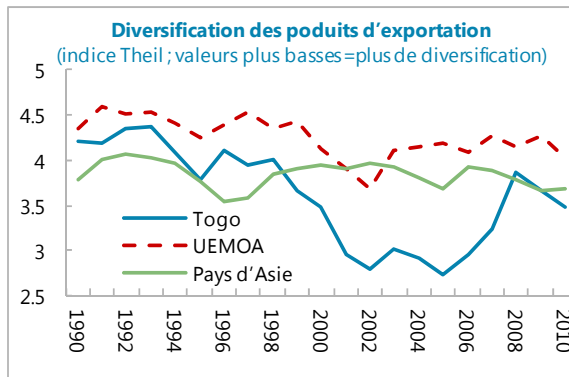
Source : comptabilité nationale des Nations Unies et FMI (2014a).

Graphique 3. Produit d'exportation et diversification des partenaires

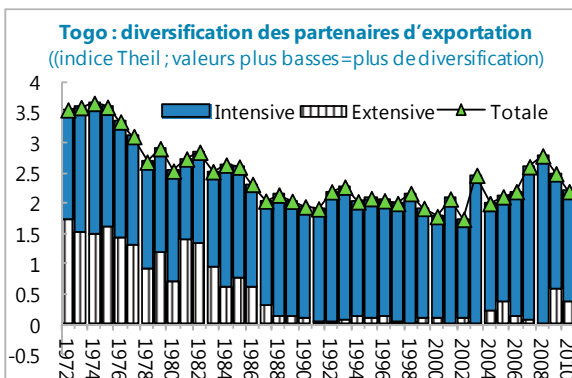
La diversification des exportations du Togo a augmenté dans les années 2000...



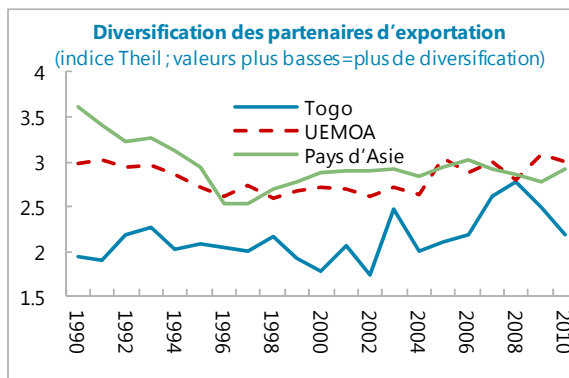
...et a généralement été plus grande que dans les pays de référence.



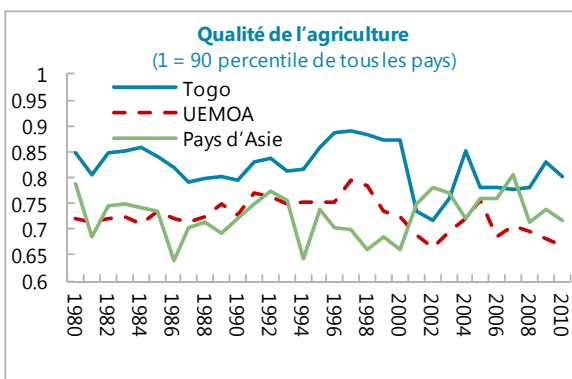
...La diversification des partenaires d'exportation a été généralement stable...



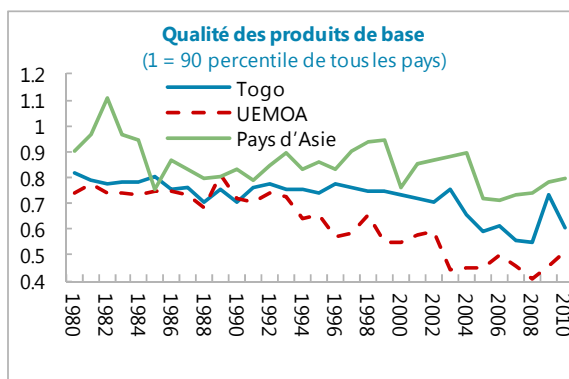
...mais reste plus forte que dans les pays de référence.



La qualité de l'agriculture diminue tout en étant volatile...



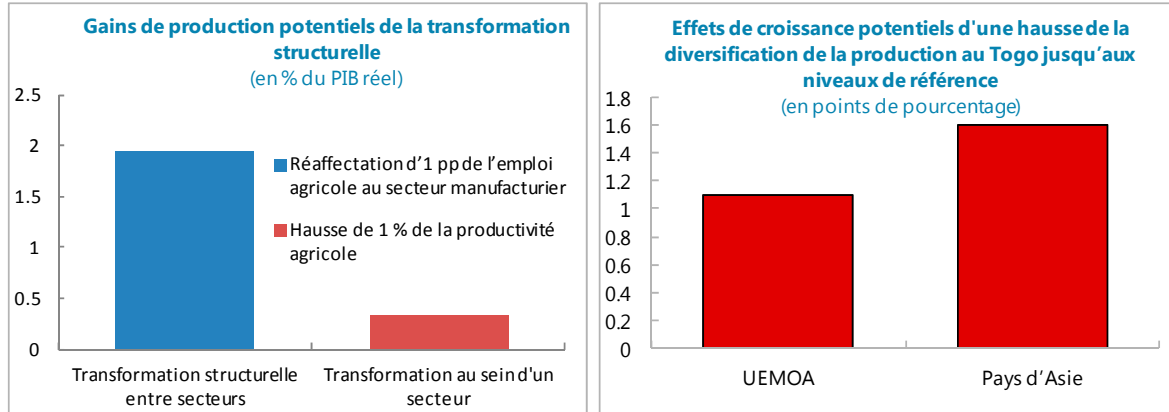
...tandis que la qualité des exportations de produits de base a baissé.



Source : FMI (2014a).

Graphique 4. Gains tirés de la transformation structurelle et de la diversification

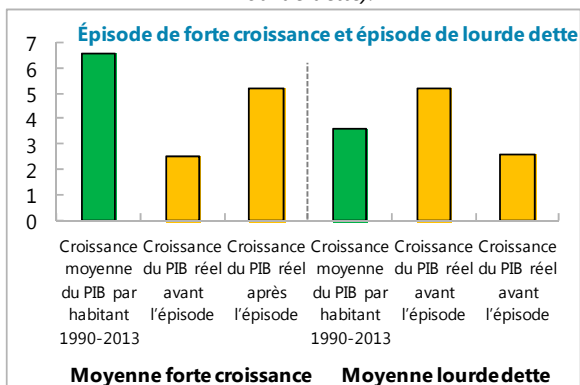
Une transformation structurelle même relativement modeste pourrait sensiblement accélérer la croissance... de même que la diversification de la production du Togo jusqu'aux niveaux de référence.



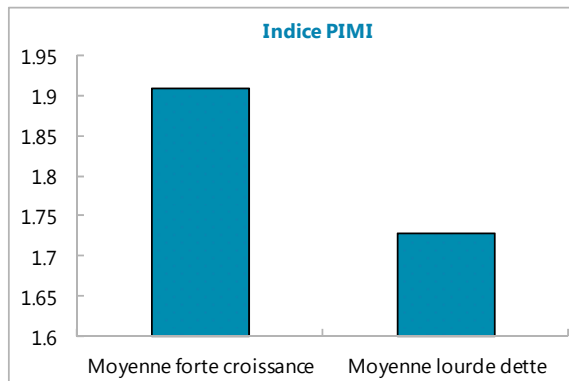
Sources : comptabilité nationale des Nations Unies, indicateurs du développement dans le monde (WDI) et estimations des services du FMI.

Graphique 5. Accroissement de l'investissement, croissance, dette et efficacité de l'investissement

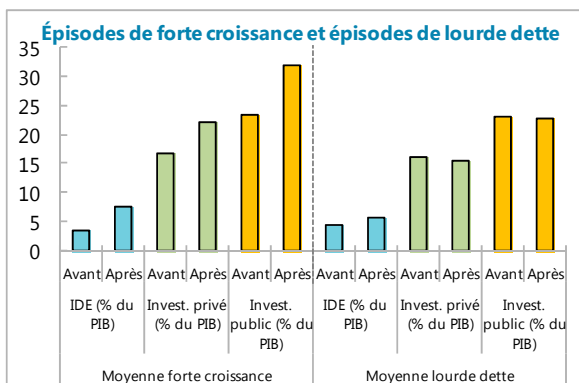
L'accroissement de l'investissement peut aboutir à une croissance forte ou faible (en présence d'une lourde dette).



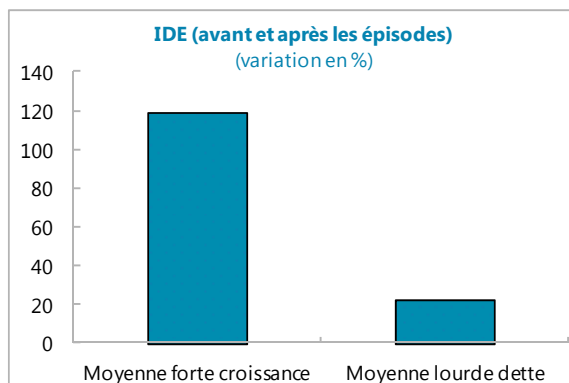
La qualité des dépenses d'investissement est importante pour le résultat final



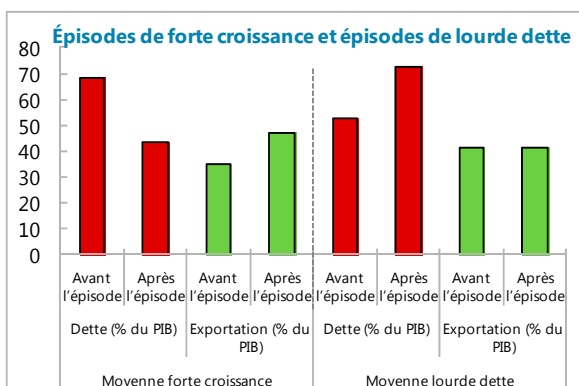
La croissance dépend du phénomène d'attraction de l'investissement privé...



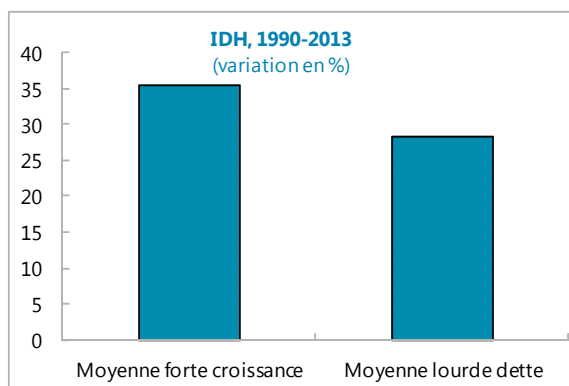
...et de l'IDE en particulier



Les investissements doivent croître les exportations qui sont associées à une dette plus faible.



Les politiques de stimulation de la croissance aboutissent à meilleurs indicateurs du développement humain.



Source : Mansoor, 2015.

Références bibliographiques

- Acemoglu, D. Johnson, S. Robinson, A., 2001. The colonial origins of comparative development: an empirical investigation. *Amer. Econ Rev.* 91 (5), 1369–1401.
- Aghion, P. et P. Howitt, 2009, *Economics of Growth* (Cambridge, MA; MIT Press).
- Collier, P. (2007), *The Bottom Billion*, Oxford University Press, New York.
- Dabla-Norris, Era, Giang Ho, Kalpana Kochhar, Annette Kyobe et Robert Tchaidze (2013): “Anchoring Growth: The Importance of Productivity-Enhancing Reforms in Emerging Market and Developing Economies”. IMF SDN/13/08.
- Djankov, S., LaPorta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., 2002, The regulation of entry, *Quarterly Journal of Economics*, 117 (1), 1–37.
- Djankov, S., LaPorta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., 2003. Courts. *Quarterly Journal of Economics*, 118 (2), 453–517.
- Djankov, S., Botero, J., Porta, R., Lopez-De-Silanes, F.C., 2004. The regulation of labor. *The Quarterly Journal of Economics* 119 (4), 1339–1382.
- Djankov, S., McLiesh, C., Ramalho, R., 2006. Regulation and growth. *Econ Letters* 92 (3), 395–401.
- Ghazanchyan, M. et J. Stotsky, 2013, “Drivers of Growth: Evidence from sub-Saharan Africa,” IMF Working Paper WP/13/236 (Washington: International Monetary Fund).
- Haidar, Jamal Ibrahim (2012), “The impact of business regulatory reforms on economic growth” *Journal of The Japanese and International Economies*, n. 26, pp. 285-307.
- Hall, R. Jones, C. (1999): Why do some countries produce so much more output per worker than others. *Quarterly Journal of Economics*, 114 (1), pp. 83–116.
- Henn, Christian, Chris Papageorgiou et Nikola Spatafora (2013): *Export Quality in Developing Countries*. IMF WP/13/108.
- Hooley, John (2015): *Growth, Structural Transformation, and Diversification in Mali*, Background note.
- IMF (2014a): *Sustaining Long-Run Growth and Macroeconomic Stability in Low-Income Countries—The Role of Structural Transformation and Diversification—Background Notes*.

IMF (2014b): « Le moment est-il propice à une relance des infrastructures? Les effets macroéconomiques de l'investissement public »,

Perspectives économiques mondiales, octobre 2014, Nuages et incertitudes de l'après-crise, chapitre 3 : pp. 79-117, Abdul Abiad et al (Washington)

Mansoor, Ali: Scaling Up Public Investment and Ensuring Debt Sustainability, exposé présenté au troisième forum africain sur les finances publiques, Dakar, Sénégal, 18 mars 2015.

McMillan, Margaret et Dani Rodrik (2011): Globalization, Structural Change and Productivity Growth. NBER Working Paper 17143.

McMillan, Margaret et Kenneth Harttgen (2014): What is driving the 'African Growth Miracle'? NBER Working Paper 20077.

Pôle de Dakar (2013), Analyse Sectorielle en Éducation.

République Togolaise (2011). Rapport Final: Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-Être (QUIBB 2011).

Warner, Andrew (2014): Public Investment as an Engine for Growth. IMF WP14/148.

World Bank (2012): Reform Memorandum: Improving the Business Climate in Togo. Investment Climate Group (April).

World Bank (2015). Systemic Country Diagnostic, à paraître.